



Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

**SÉANCE DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ
D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON
SUD DU 26 NOVEMBRE 2020 À 15 H**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-243300563-20201126-DEL-2020-11-125-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/11/2020

Affichage : 30/11/2020

Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS



L'AN DEUX MILLE VINGT, le 26 NOVEMBRE à 15h, LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, dûment convoqué le 20 novembre 2020, s'est réuni en séance ordinaire à la Maison des Associations, sise Route des Bénévoles à GUJAN-MESTRAS, sous la présidence de Madame Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente.

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 44

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS

May ANTOUN, Sylvie BANSARD, Pascal BERILLON, Eric BERNARD, Patrice BEUNARD, Geneviève BORDEDEBAT, Jean-François BOUDIGUE, Jacques CHAUVET (de la délibération n° DEL-2020-11-124 à la délibération n° DEL-2020-11-139 et de la délibération n° DEL-2020-11-141 à la délibération n° DEL-2020-11-142), Valérie COLLADO, Chantal DABÉ, Patrick DAVET (de la délibération n° DEL-2020-11-124 à la délibération n° DEL-2020-11-139 et de la délibération n° DEL-2020-11-141 à la délibération n° DEL-2020-11-145), Valentin DEISS (de la délibération n° DEL-2020-11-124 à la délibération n° DEL-2020-11-132 et de la délibération n° DEL-2020-11-135 à la délibération n° DEL-2020-11-145), Philippe DE LAS HERAS, Nathalie DELFAUD, Christine DELMAS, François DELUGA, Karine DESMOULIN, Isabelle DEVARIEUX, Sophie DEVILLIERS, Evelyne DONZEAUD, Bruno DUMONTEIL, Yves FOULON (jusqu'à la délibération n° DEL-2020-11-129), Jean-Jacques GERMANEAU, Brigitte GRONDONA, Yves HERSZFELD, Christelle JECKEL (de la délibération n° DEL-2020-11-124 à la délibération n° DEL-2020-11-140 et de la délibération n° DEL-2020-11-142 à la délibération n° DEL-2020-11-145), Tony LOURENÇO, Thierry MAISONNAVE, André MOUSTIÉ, Marc MURET, Catherine OTHABURU, Xavier PARIS, Marielle PHILIP, Dominique POULAIN, Elisabeth REZER-SANDILLON, Magdalena RUIZ, Gérard SAGNES, Paul SCAPPAZZONI

ABSENTS REPRÉSENTÉS, conformément à l'article L.2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Georges AMBROISE a donné pouvoir à Gérard SAGNES

Bernard COLLINET a donné pouvoir à Xavier PARIS

Anne ELISSALDE a donné pouvoir à Jacques CHAUVET

Yves FOULON a donné pouvoir à Patrice BEUNARD (à partir de la délibération n° DEL-2020-11-130)

Bruno PASTOUREAU a donné pouvoir à Patrick DAVET

Cyril SOCOLOVERT a donné pouvoir à Valérie COLLADO

ABSENT(S) EXCUSÉ(S) :

Jacques CHAUVET (pour la délibération n° DEL-2020-11-140 et à partir de la n° DEL-2020-11-143)

Patrick DAVET (pour la délibération n° DEL-2020-11-140)

Valentin DEISS (pour les délibérations n° DEL-2020-11-133 et n° DEL-2020-11-134)

Christelle JECKEL (pour la délibération n° DEL-2020-11-141)

ÉTAIENT ÉGALEMENT PRÉSENTS :

Marie-Pierre CHASSAING DEGUINE, Directrice Générale des Services par intérim

Patrick LABRUE, Directeur de Cabinet

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valentin DEISS est désigné comme Secrétaire de séance et Karine DESMOULIN comme Secrétaire adjointe



RAPPORTEUR : Sylvie BANSARD

N° DEL-2020-11-125

**ACCOMPAGNEMENT DES PETITES ENTREPRISES À LA DIGITALISATION
MISE EN PLACE DU CHÈQUE NUMÉRIQUE**

Mes Chers Collègues,

On entend souvent parler du terme « digitalisation », mais on ignore encore souvent de quoi il s'agit exactement. La digitalisation revêt plusieurs variantes en fonction du secteur d'activité.

La digitalisation est une suite logique de l'évolution technologique et plus particulièrement d'internet et de l'informatique. Désormais, tout peut se traiter en ligne.

Cependant, toutes nos entreprises et en particulier les toutes petites entreprises ne sont pas toujours au fait de ce développement et des différentes possibilités qui s'offrent à elles.

Cette action en faveur de nos entreprises locales, réfléchie très en amont de la crise sanitaire, trouve aujourd'hui tout son sens.

Notre collectivité propose d'accompagner par la mise en place du « chèque numérique » les petites entreprises de moins de 10 salariés et les entreprises de l'Économie Sociale et Solidaire du territoire dans leur transition numérique afin de répondre aux exigences du marché et au maintien de nos emplois.

Ce dispositif prendra la forme d'une aide directe aux entreprises.

Le dispositif – l'accompagnement

Le dispositif proposé concerne les personnes physiques et personnes morales de droit privé résidentes fiscales françaises exerçant une activité économique, ci-après désignées par le mot « entreprises » :

- immatriculées sur le territoire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud,
- qui n'ont pas déposé de déclaration de cessation,
- dont l'effectif est inférieur ou égal à dix salariés.

Sont exclus les SCI, les micro-entrepreneurs, les activités financières et immobilières (sauf les agences immobilières).

Le dispositif « chèque numérique » est constitué de trois phases :

- Phase 1 : réception du dossier, réalisation du diagnostic, recommandations et avis de recevabilité
Cette phase concerne la réalisation d'un diagnostic du projet de l'entreprise débouchant sur des recommandations et un plan d'action opérationnel.
Le diagnostic est obligatoire, gratuit, et réalisé par la direction du Développement Économique de la COBAS.



Conseil Communautaire du 26 novembre 2020

- **Phase 2 : mise en œuvre et demande de subvention**
La phase 2 concerne la mise en œuvre et le financement d'un ou plusieurs volets préconisés par le diagnostic effectué en phase 1. À l'issue de l'audit et de la recevabilité du dossier à l'aide proposée, l'entreprise transmet le dossier de demande de subvention dûment complété à la COBAS.
- **Phase 3 : modalité du versement de la subvention**
Une fois le dossier traité, la COBAS versera la subvention adéquate, sous forme de virement.

Conditions d'éligibilité

Toute action ayant été préconisée par le diagnostic et validée dans l'un des volets défini ci-dessous :

« Volet 1 » : Digitalisation

⇒ Projets liés à la visibilité numérique de l'entreprise et aux services aux usagers

« Volet 2 » : Formations et conseils

⇒ Projets liés à la formation

⇒ Projets liés à la mise en place du télétravail

« Volet 3 » : Investissements matériels et immatériels

⇒ Projets liés à la sécurité informatique

⇒ Projets liés à l'achat de matériels

○ matériels ou solutions de visio-conférences

○ logiciels facilitant le télétravail

L'achat d'ordinateurs, de smartphones et de tablettes n'est pas éligible.

« Volet 4 » : Accès à la fibre

⇒ Projets liés aux frais d'accès au service à la fibre optique : investissements éligibles : les raccordements au service.

Modalité d'octroi de l'aide

La subvention de la COBAS au titre du « chèque numérique » ne pourra excéder 2 000 euros HT et ne pourra pas être inférieure à 500 euros HT soit un maximum de 50 % de l'investissement. Cette aide pourra être cumulée avec celle de l'État à hauteur de 500 € dont les conditions d'éligibilité ne sont encore pas connues et celle de la Région Nouvelle-Aquitaine au titre du « chèque e-commerce » et dont le dispositif est en cours de finalisation.

Par contre, le « chèque numérique COBAS » ne sera pas cumulé avec le « chèque transition numérique de la Région Nouvelle-Aquitaine » qui intervient pour des investissements supérieurs à 10 000 € HT.

Chaque dossier sera soumis pour approbation à la Commission Emploi, Développement Économique et Promotion du Territoire.



Conseil Communautaire du 26 novembre 2020

Afin de pouvoir attribuer cette aide, une convention de partenariat avec la Région Nouvelle-Aquitaine est en cours de discussion dans le cadre du SRDEII et des aides aux entreprises, et ce, permettant à la COBAS de pouvoir, allouer des aides économiques.

VU le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment en ses articles 107 et 108,

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission Européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République,

VU l'avis de la Commission Emploi, Développement Économique et Promotion du Territoire du 4 novembre 2020,

VU l'avis favorable du Bureau,

Je vous propose, mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- APPROUVER la mise en place du « chèque numérique » et le dispositif annexé ;
- INSCRIRE ET IMPUTER les crédits nécessaires au budget principal sur l'exercice 2021 ;
- AUTORISER la Présidente à signer tous les documents relatifs à ce projet.

La Présidente met aux voix les propositions ci-dessus

Le Conseil à l'unanimité : ADOPTE

Et ont signé les membres présents

Pour extrait certifié conforme

Arcachon, le 27 novembre 2020

Marie-Hélène DES ESGAULX

PRÉSIDENTE de la COBAS

